

L'ESSENTIEL

L'information simple comme bonjour



Pour l'avenir des jeunes et de l'Europe

Thierry Verhoeven

Articles

Le 10 avril 2014 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

| 1 messages

Ce 4 avril, à Bruxelles, 40 000 personnes ont manifesté pour l'emploi et contre l'austérité en Europe à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. Avant les élections européennes du 25 mai 2014, les syndicats ont voulu rappeler aux députés européens qu'une grande partie de la population vit la crise. Ils ont aussi voulu leur dire qu'il est possible de faire une autre politique.

Ce 4 avril, 40 000 travailleurs avec ou sans emploi ont manifesté contre l'Europe de l'austérité à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES). La CES regroupe 85 organisations syndicales de 36 pays européens et 10 fédérations syndicales. Dans la manifestation, les syndicalistes de Belgique étaient bien sûr les plus nombreux. Mais ils n'étaient pas seuls. Il y avait aussi des syndicalistes de Hongrie, de Slovénie, d'Italie, d'Espagne, de France, des Pays-Bas, du Danemark, ... La manifestation s'est faite quelques semaines avant un grand rendez-vous européen : les élections des députés au Parlement européen. A lire le tract syndical, les syndicats ont beaucoup de chose à dire et à reprocher « à l'Europe ».

Stop au chômage et aux contrats précaires

Les syndicats demandent à l'Europe de lutter contre le chômage. Pour les syndicats, beaucoup de lois nationales et européennes attaquent les droits des chômeurs mais ne s'attaquent pas au chômage. Dans l'Union européenne, il y a officiellement 26 millions de chômeurs et 5,4 millions de chômeurs ont moins de 25 ans. Fin 2013, l'Union a voté un plan d'aide aux jeunes chômeurs pour les remettre à l'emploi. Un plan de 8 milliards d'euros maximum. Si on fait le compte, cela fait environ 1 500 euros pour aider chaque jeune par une orientation, une formation, etc. Bref, c'est pas grand-chose.

Et pour celles et ceux qui ont un emploi, ce n'est pas beaucoup mieux. Il y a beaucoup de contrats à durée déterminée. Il y a les « mini jobs ». Ce sont des personnes qui ont un travail mais qui gagnent tellement peu qu'on les appelle les travailleurs pauvres. Pour les syndicats, il faut arrêter tous ces contrats précaires. Et il faut relancer l'économie. Comment ? En développant les services publics : par exemple, il faut plus de bus, plus de trains. Il faut aussi mettre de l'argent dans une industrie qui crée de vrais emplois et qui respecte l'environnement.

Stop au « dumping social »

Les syndicats demandent aussi la fin du « dumping social ». Le « dumping « social », c'est

quand les patrons s'arrangent pour engager des travailleurs à un salaire plus bas que le salaire normal. Il y a notamment les travailleurs détachés. Un ouvrier roumain, allemand, néerlandais va faire un travail pour l'entreprise dans un autre pays mais il est payé moins qu'un ouvrier du pays où il fait le travail. Les syndicats veulent que cela cesse. Au-delà, ils réclament une vraie Europe sociale avec un salaire minimum et une protection sociale minimum dans tous les pays de l'Union européenne.

Stop à la pauvreté et aux inégalités

Les syndicats veulent améliorer la situation des chômeurs et des travailleurs et aussi de celles et ceux qui sont les plus pauvres et les plus exclus. Ils demandent une sécurité sociale plus forte pour protéger les plus faibles. Ils demandent un changement des taxes et des impôts : aller chercher l'argent de la spéculation financière pour développer l'aide sociale à la population.

Stop au laisser-faire

Les syndicats demandent à l'Union européenne de mettre des règles aux accords commerciaux avec les autres pays du monde. Les marchandises vendues dans les pays de l'Union européenne ne doivent plus être fabriquées par des travailleurs sous payés et sans droits et dans des conditions qui polluent l'environnement. Il faut mettre des règles sociales et d'environnement à nos accords commerciaux.

Place aux jeunes

Pour bien montrer que les syndicats veulent un autre avenir pour l'Europe, ce sont les jeunes qui ont ouvert le cortège de la manifestation. « Un pays qui tire sur sa jeunesse n'a pas d'avenir », disait le président français Mitterrand après de violentes émeutes en Chine. A Bruxelles, les syndicats ont voulu dire : une Europe qui n'offre à ses jeunes que le chômage et qui les prive d'espoir d'une société meilleure n'a pas d'avenir.

Des députés européens, c'est vraiment utile ?

Est-ce bien utile de manifester avant les élections des députés européens de mai 2014 ? Le Parlement européen sert-il vraiment à quelque chose ?

Tous les 5 ans, les citoyens de l'Union européenne votent pour des députés qui les représenteront au Parlement européen. Du 22 au 25 mai 2014, 390 millions de citoyens européens des 28 pays membres de l'Union choisiront les 751 députés du Parlement européen ! C'est donc « une énorme machine ». Certains disent même que c'est une énorme machine qui ne sert pas à grand-chose. Ce n'est pas vrai.

Ce qui est vrai, c'est que le Parlement européen n'a pas tout à fait les mêmes pouvoirs qu'un autre parlement. Ce sont surtout les chefs d'Etat et les premiers ministres des 28 Etats de l'Union européenne qui décident. Et c'est la Commission européenne qui gère les programmes européens et applique la politique européenne décidée par les chefs d'Etat et les premiers ministres. Sur beaucoup de sujets, les députés européens donnent

simplement leur avis. Soit on les écoute, soit on ne les écoute pas...

Mais les députés européens décident quand même de certaines choses. Ils votent le budget européen et c'est très important. Le budget, c'est l'argent qui va permettre de faire telle ou telle politique. Par exemple : combien d'argent pour l'environnement, combien d'argent pour l'emploi ? Bon évidemment, ce ne sont pas les députés qui font le budget. C'est la Commission européenne qui propose le budget aux chefs d'Etat et aux premiers ministres des 28 Etats membres. S'il est approuvé, il doit encore être voté par les députés. S'ils ne sont pas d'accord, les députés peuvent changer une partie du budget. C'est donc une décision importante.

Les députés européens ont aussi du pouvoir sur la Commission européenne même si la Commission européenne est très puissante. Après chaque élection européenne, les 28 chefs d'Etat et premiers ministres proposent des commissaires européens au parlement. Les députés peuvent refuser tel ou tel commissaire. Ils peuvent aussi faire démissionner la Commission s'ils ne sont pas d'accord avec la politique de la Commission.

TV